

Communiqué de presse du Conseil d'Etat

28 mars 2012

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Formation continue : oui à une loi fédérale.....	4
Genève favorable à l'ordonnance d'application de la loi sur les sports à risque	4
Genève favorable à la limitation des émissions des composés organiques volatils	5
Pour une uniformisation de la pratique en matière d'installations de stockage de bois	5
Genève	6
Décès de M. Jean-Marc Isoz, ancien président du Grand Conseil.....	6
Séminaire <i>extra muros</i> du Conseil d'Etat.....	6
Classement de l'ancienne usine Tavano aux Charmilles	6
Approbation des comptes 2011 des Services industriels de Genève.....	7
Part cantonale du bénéfice de la Loterie Romande.....	7
Modification du règlement sur les commissions officielles	8
Aboutissement de l'initiative «Pour le renforcement du contrôle des entreprises. Contre la sous-enchère salariale»	8
Agenda des invitations à la presse	9

Formation continue : oui à une loi fédérale

Le Conseil d'Etat est favorable à la mise en place d'une loi fédérale sur la formation continue. Dans sa réponse à la consultation du département fédéral de l'économie sur cette question, le gouvernement genevois salue la création d'une loi-cadre visant à favoriser et à développer l'acquisition et le maintien des compétences des adultes qui permettra de renforcer l'action de la Confédération et des cantons dans ce domaine. Il souhaite cependant que cette loi-cadre soit souple, qu'elle respecte les spécificités régionales et qu'elle soit avant tout incitative pour les personnes et les entreprises.

Il n'existe actuellement pas de loi fédérale sur la formation continue. Depuis dix ans, Genève est l'un des seuls cantons suisses à bénéficier d'une loi cantonale en matière de formation continue. Une loi fédérale comblerait une lacune en inscrivant la formation continue dans l'espace suisse de formation.

Pour tout complément d'information : M. Grégoire Evéquoz, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25 ou 079 308 21 88.

Genève favorable à l'ordonnance d'application de la loi sur les sports à risque

En réponse à une consultation du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, le Conseil d'Etat salue la volonté du Conseil fédéral d'harmoniser les normes relatives à l'exercice de professions telles que celles de guide de montagne ou de moniteurs de randonnée ou d'escalade.

Cependant, l'ordonnance fédérale prévoit que la procédure d'octroi d'autorisation soit cantonale. Le Conseil d'Etat considère que le canton n'a pas la taille critique pour gérer de telles demandes. En effet, l'ordonnance exige la création d'un guichet pour recevoir, trier et attribuer les autorisations et contrôler les activités des prestataires. Le gouvernement propose en conséquence de modifier le projet d'ordonnance pour permettre une collaboration intercantonale.

Pour tout complément d'information : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.

Genève favorable à la limitation des émissions des composés organiques volatils

Le Conseil d'Etat est favorable à la proposition du Conseil fédéral de modifier l'ordonnance fédérale sur la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils (OCOV) qui vise une limitation des émissions de composés organiques volatils (COV). Ces derniers constituent, avec les émissions d'oxydes d'azote, les précurseurs principaux de la formation d'ozone.

La principale modification approuvée est la prolongation sans limite temporelle de la possibilité, pour les entreprises qui émettent des COV, d'être exonérées de la taxe sur les COV lorsqu'elles prennent des mesures durables pour réduire leurs émissions de COV. Selon la teneur actuelle de l'OCOV, la possibilité d'exonération expire à fin 2012, ce qui engendrera pour certaines entreprises des charges importantes.

Le Conseil d'Etat estime que l'introduction de mesures incitant les entreprises à réaliser des efforts durables pour limiter les émissions de COV, de manière à bénéficier de l'exonération, constitue la meilleure solution sur le plan environnemental.

Pour tout complément d'information : M. Alberto Susini, directeur, service de l'environnement des entreprises, DSPE, ☎ 022 388 29 66.

Pour une uniformisation de la pratique en matière d'installations de stockage de bois

Dans le cadre d'une procédure de consultation de la Commission fédérale de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national, le Conseil d'Etat a fait part de son soutien sur le fond à l'avant-projet de modification de la [loi fédérale sur les forêts \(LFo\)](#). Cet avant-projet fait suite au dépôt de l'[initiative parlementaire intitulée « Aménagement du territoire. Dispositions régissant le stockage de matières premières renouvelables indigènes »](#).

Si le Conseil d'Etat salue la volonté de favoriser l'utilisation rationnelle du bois d'énergie et d'uniformiser l'application de la législation, il constate que la construction dans les forêts de dépôts couverts pour le stockage de bois d'énergie est déjà conforme à l'affectation forestière et relève qu'à Genève, depuis 10 ans, de telles installations ont démontré leur grande utilité.

Dès lors, il préconise que les adaptations soient insérées dans les dispositions d'exécution de la loi – qui mentionneraient les réserves liées à la conservation des valeurs naturelles et paysagères – plutôt que par le biais d'une modification de la LFo.

Le gouvernement genevois insiste par ailleurs sur la nécessité de s'assurer que lesdites installations servent exclusivement à une gestion locale des forêts et que leur démantèlement soit rendu obligatoire une fois que ces dépôts n'exerceraient plus la fonction prévue.

Le Conseil d'Etat relève en outre que la construction de ces couverts représente un changement majeur de la nature du sol, et qu'il convient d'ajouter une disposition supplémentaire garantissant l'absence d'atteinte à des valeurs naturelles et environnementales.

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Fouvy, inspecteur cantonal des forêts, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Décès de M. Jean-Marc Isoz, ancien président du Grand Conseil

Le Conseil d'Etat a adressé ses plus sincères condoléances à la famille de M. Jean-Marc Isoz, décédé le 16 mars dernier. Député radical au Grand Conseil genevois entre 1977 et 1989, président du parlement en 1986 et en 1987, M. Isoz a longuement apporté ses compétences au service de la collectivité.

Séminaire *extra muros* du Conseil d'Etat

Comme il a coutume de le faire deux fois l'an, le Conseil d'Etat tient son traditionnel séminaire *extra muros* à l'issue de sa séance hebdomadaire de ce jour.

L'exécutif se rend cette fois dans le canton de Fribourg. Deux thématiques seront abordées lors de ce séminaire de deux jours : la politique de sécurité, avec notamment une conférence donnée par M. Martin Killias, professeur de droit pénal de l'Université de Zurich et criminologue, et la mobilité.

Classement de l'ancienne usine Tavano aux Charmilles



Le Conseil d'Etat a classé le bâtiment administratif de l'ancienne usine Tavano, situé avenue de Châtelaine 5, aux Charmilles.

Menacé de démolition, ce bâtiment est un des derniers grands sites industriels genevois. La valeur patrimoniale de cet édifice tient autant à l'histoire de l'entreprise, qui produisait les fameuses machines à coudre Elna, qu'à sa forme architecturale. Construit par l'architecte genevois Georges Addor (1920-1982) en 1956, l'immeuble est dès l'origine apprécié pour sa forme moderne, sa conception fonctionnelle, sa sobriété et son élégance.

Ce bâtiment a fait l'objet d'une restauration exemplaire, complétée par l'adjonction de deux escaliers de secours.

Par cette mesure de protection, le Conseil d'Etat entend reconnaître les qualités de ce fleuron architectural de l'après-guerre.

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale et conservatrice des monuments, office du patrimoine et des sites, DCTI, ☎ 022 546 60 95.

Approbation des comptes 2011 des Services industriels de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi approuvant les comptes 2011 des Services industriels de Genève (SIG). En 2011, le résultat opérationnel consolidé des SIG, comprenant les impacts des sociétés dans lesquelles les SIG détiennent des participations, s'est élevé à 122 millions de francs. Les comptes 2011 des SIG sont marqués par un résultat net consolidé négatif de -73 millions de francs. Ces pertes sont essentiellement dues à la baisse de valeur des participations des SIG dans Alpiq. Cette société a en effet connu d'importantes pertes en 2011 en raison des décisions politiques qui ont suivi la catastrophe nucléaire de Fukushima et de la situation économique en Europe.

Les coûts de fonctionnement des SIG sont bien maîtrisés et les charges d'exploitation ont baissé de 2 millions de francs par rapport à 2010.

La capacité d'autofinancement des SIG a atteint 224 millions de francs en 2011, ce qui leur a permis de couvrir 38% de leurs activités d'investissement. Les SIG ont eu recours à l'emprunt pour financer le solde. L'endettement net des SIG à fin 2011 s'élève à 546 millions de francs, en augmentation de 356 millions de francs par rapport à 2010.

Cette hausse de l'endettement est due principalement à l'acquisition, à la fin de l'année 2011, de 15,05% du capital-actions d'Energiedienst Holding AG, dont le parc de production d'électricité est exclusivement composé d'ouvrages de production hydroélectrique situés sur le Rhin et en Valais, ainsi qu'à la conclusion d'un contrat d'approvisionnement d'électricité avec EnBW Trading AG GmbH. Cet investissement permettra de renforcer la capacité des SIG à fournir de l'électricité à un prix concurrentiel pour plus de 15% de la consommation du canton. Les SIG ont par ailleurs poursuivi leurs programmes d'investissement en matière de développement des énergies renouvelables (notamment solaire, éolien, géothermie, hydraulique) et des réseaux de chauffage à distance. Les programmes d'économies d'énergie se sont également poursuivis avec éco21 (visant la diminution de la consommation électrique) et Ecoclimat (visant la baisse des émissions de gaz à effet de serre).

Compte tenu de ce qui précède et du résultat négatif précité, la situation devra être examinée avec attention ces prochaines années, au regard notamment des importants investissements prévus par les SIG.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, en contactant M. Laurent Paoliello, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 079 935 86 75.

Part cantonale du bénéfice de la Loterie Romande

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie Romande, lors de la première de ses quatre séances annuelles. Ainsi, 97 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 3'390'050 francs, dont 73% dévolus à la culture.

La liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution seront publiés dans la Feuille d'avis officielle du vendredi 30 mars 2012. Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site www.entraide.ch, sous la rubrique « obtenir un don », en cliquant sur l'écusson du canton de Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint et président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Modification du règlement sur les commissions officielles

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement sur les commissions officielles](#) du 10 mars 2010. Cette modification concerne la commission cantonale pour les expériences sur animaux dont le mandat consiste à analyser et préavisier les demandes d'autorisation. Conformément à ce qui se pratique dans les autres cantons, le règlement fixe désormais une rémunération forfaitaire pour les membres de cette commission, qui n'étaient jusque-là pas rétribués pour leurs analyses des dossiers hors séance.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 15.*

Aboutissement de l'initiative «Pour le renforcement du contrôle des entreprises. Contre la sous-enchère salariale»

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement de l'initiative populaire cantonale «Pour le renforcement du contrôle des entreprises. Contre la sous-enchère salariale». Pour rappel, le nombre de signatures exigé par la Constitution pour faire aboutir une initiative cantonale est de 10'000.

La vérification des signatures déposées à l'appui de cette initiative populaire cantonale a donné les résultats suivants:

- nombre de signatures annoncées par les déposants: 12 856
- nombre de signatures contrôlées: 12 262
- nombre de signatures validées: 10 007

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

Il revient maintenant au Conseil d'Etat de déposer à l'attention du Grand Conseil un rapport sur cette initiative dans un délai de trois mois.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 avril 10h00	Présentation du compte 2011 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07
2 avril 11h00	Comptage vélo	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville (à confirmer) 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DIM	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16
19 avril 11h30	Vernissage du concours d'architecture La Marbrerie – premier concours du périmètre PAV	Bâtiment Sicli 45, route des Acacias 1227Carouge	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou ☎ 076 313 01 25